

# Enquête sur les services aux victimes, 2011-2012

*Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est dans Le Quotidien, le jeudi 13 février 2014*

---

Entre le 1<sup>er</sup> avril 2011 et le 31 mars 2012, les 760 fournisseurs de services aux victimes qui ont participé à l'Enquête sur les services aux victimes ont aidé près de 460 000 victimes d'actes criminels. L'enquête fait état des services offerts aux personnes ayant été directement touchées par un acte criminel (victimes immédiates) et à celles touchées par la victimisation d'une autre personne (victimes indirectes, comme les membres de la famille d'une victime d'homicide).

Divers organismes ont fourni des services aux victimes au Canada en 2011-2012. Les services offerts par les organismes relevant de la police (36 %) étaient les plus courants, suivis de ceux offerts par les programmes d'aide relevant de la collectivité (24 %). Des services ont aussi été offerts par des centres d'aide aux victimes d'agression sexuelle (14 %), des programmes d'aide relevant des tribunaux (10 %), des Services d'orientation et d'aide immédiate aux victimes de l'Ontario (7 %) et des organismes à prestation de services basés sur le système de justice dans d'autres provinces (7 %).

La grande majorité des fournisseurs de services aux victimes ont offert des services de protection (92 %) et d'aide immédiate (90 %), ainsi que des renseignements dans le but d'aider les victimes avec les tribunaux et le système de justice (89 %) et de soutenir leur participation dans le système (90 %). Près des deux tiers des fournisseurs (64 %) ont proposé des services liés aux soins médicaux, et plus de la moitié d'entre eux ont offert des services liés à l'hébergement (59 %) ou de l'aide relative à l'indemnisation (56 %).

Les fournisseurs de services devaient déclarer des renseignements sur les caractéristiques des victimes à la recherche d'aide en un jour d'instantané donné, soit le 24 mai 2012. Ce jour-là, 696 fournisseurs de services aux victimes ont déclaré avoir offert des services à plus de 10 000 clients. La plupart de ces clients étaient des femmes (78 %) et, dans l'ensemble, la majorité (80 %) était des victimes de violence. Parmi toutes les victimes ayant reçu des services ce jour-là, 49 % avaient déjà eu recours au même fournisseur de services.

Parmi toutes les femmes ayant reçu de l'aide, plus de 8 sur 10 (84 %) avaient été victimes d'une infraction avec violence. Près du tiers (30 %) des clientes ayant reçu des services avaient été victimes d'agression sexuelle, alors que la moitié des clientes avaient fait l'objet d'autres infractions avec violence. Environ 6 clientes sur 10 (61 %) ont été victimes de violence aux mains de leur conjoint, d'un ex-conjoint, d'un partenaire intime ou d'un autre membre de la famille.

Le jour de l'instantané, 7 hommes sur 10 qui se sont tournés vers des fournisseurs de services avaient été victimes d'une infraction avec violence, et 15 % avaient reçu des services en lien avec une agression sexuelle. Le tiers (33 %) des hommes ayant reçu de l'aide ce jour-là avaient été victimes de violence aux mains de leur conjointe, d'une ex-conjointe, d'une partenaire intime ou d'un autre membre de la famille. Les hommes victimes étaient beaucoup plus susceptibles que les femmes victimes d'avoir fait l'objet d'infractions sans violence (comme le vol ou la destruction de biens) ou d'infractions avec violence (non sexuelles) perpétrées par une personne autre qu'un membre de la famille.

Les victimes de sexe masculin qui ont obtenu l'aide de fournisseurs de services aux victimes le jour de l'instantané étaient plus souvent âgées de moins de 18 ans. Selon les données déclarées par les répondants qui étaient en mesure d'indiquer l'âge et le sexe de leurs clients, 27 % des victimes de sexe masculin ayant reçu des services avaient moins de 18 ans, comparativement à 17 % chez les victimes de sexe féminin.



### **Note aux lecteurs**

Ces données ont été recueillies dans le cadre de l'Enquête sur les services aux victimes, qui est menée tous les deux ans depuis 2003-2004 et qui est financée par le Centre de la politique concernant les victimes du ministère de la Justice Canada. L'enquête a été élaborée en consultation avec les ministères fédéral, provinciaux et territoriaux qui sont chargés de la justice et des services aux victimes, ainsi qu'avec un certain nombre de fournisseurs de services aux victimes d'un bout à l'autre du Canada. Elle vise à brosser le portrait des fournisseurs de services aux victimes, à produire des renseignements sur les types de services offerts et à donner un aperçu de la clientèle au moyen d'un instantané des clients servis en un jour donné. De plus, l'enquête permet de recueillir auprès des programmes d'indemnisation des victimes d'actes criminels et d'autres programmes de prestations financières des données normalisées sur les demandes d'indemnisation et les dommages-intérêts accordés aux victimes. En raison des changements apportés à l'enquête au fil du temps, on ne devrait pas établir de comparaisons avec les données des cycles précédents.

Les organismes à prestation de services basés sur le système de justice offrent des services aux victimes d'actes criminels qui ne relèvent pas de la police, des tribunaux, ni des procureurs de la Couronne, et qui aident les victimes tout au long de leurs contacts avec le système de justice pénale.

**Données offertes dans CANSIM : tableaux 256-0018 à 256-0021.**

**Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 5035.**

L'article du *Juristat* : « Les services aux victimes au Canada, 2011-2012 » (85-002-X) est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*. Choisissez *Tous les sujets*, ensuite *Crime et justice*, puis *Juristat*.

Le rapport bisannuel *Les services aux victimes au Canada : feuillets d'information pour le Canada, les provinces et les territoires, 2011-2012* sera publié à une date ultérieure.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 ([infostats@statcan.gc.ca](mailto:infostats@statcan.gc.ca)), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 ([ligneinfomedias@statcan.gc.ca](mailto:ligneinfomedias@statcan.gc.ca)).